

401616/SG

SOCIÉTÉ  
NATIONALE  
<sup>des</sup>  
CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS

ERRATUM  
A L'EXTRAIT N° 2  
AU RÈGLEMENT

P 18

à l'usage des bureaux d'arrondissement

P

DISTRIBUTION			
P 2			
EX	MT	VB	
—	—	—	
1	1-2	1	1

A la page 7 (Dispositions provisoires applicables pendant la durée des hostilités), la fin de l'article 102 concernant les avances sur traitement est à lire comme suit : « ...sans en référer au Directeur Général, dans les limites fixées à l'article 6 de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18, page 3 ).

Paris, le 20 avril 1944.



**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**  
*des*  
**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**R È G L E M E N T**

**P 18**

**EXTRAIT**

**N° 2**

*à l'usage des bureaux d'arrondissement*

**P**

DISTRIBUTION		
P 2		
EX	MT	VB
1	1-2	1

Rectificatifs

*Le présent Extrait, qui reproduit les dispositions du Titre I du Fascicule XVIII du Règlement du Personnel, se substitue, pour ce qui concerne le personnel du cadre permanent, à la Note Générale Série Personnel n° 2 A<sup>2</sup> (1).*

**ATTRIBUTION DES SECOURS NON RENOUVELABLES  
DES PRÊTS ET DES AVANCES SUR TRAITEMENT**

**CHAPITRE PREMIER**

**GÉNÉRALITÉS**

**article 1 ♦ Bénéficiaires.**

Il peut être venu en aide, dans les conditions indiquées ci-dessous, aux agents ou anciens agents du cadre permanent ainsi qu'aux membres de leur famille momentanément aux prises avec des difficultés matérielles indépendantes de leur volonté et qu'il leur serait impossible de surmonter par leurs seuls moyens.

Il peut être accordé à cet effet des secours non renouvelables aux diverses catégories précitées de bénéficiaires ; il peut être également accordé des avances sans intérêt ou des prêts à faible intérêt (2) aux agents en activité de service.

♦ (1) Les dispositions du présent Extrait diffèrent de celles de la Note Générale Série Personnel n° 2 A<sup>2</sup> du 26 août 1943 sur les points suivants :

1° — Le taux d'intérêt des prêts spéciaux accordés aux jeunes agents lors de leur mariage a été abaissé de 3 à 2,5 % et il est prévu qu'en cas de naissance d'enfants il sera accordé des remises sur les sommes à rembourser.

D'autre part, il a été reconnu utile :

- de préciser les cas dans lesquels les agents sont susceptibles de bénéficier de l'attribution de prêts ordinaires ;
- de fixer les taux d'intérêt à appliquer à ces prêts ;
- de donner au Directeur du Service Central du Personnel pouvoir de décision pour leur attribution.

Le texte des anciens articles 7 et 8 a été complété et modifié en conséquence.

Les nouvelles dispositions susvisées entrent en application à partir du 15 novembre 1943. Il est précisé que les taux d'intérêt des différents prêts attribués avant cette date ne seront pas modifiés. Par contre, les remises de remboursement prévues ci-dessus pour les prêts spéciaux accordés à l'occasion de mariages doivent être consenties aux anciens contractants de tels prêts.

2° — Aux termes du 2° alinéa du renvoi (2) du Chapitre IV de la Note Générale Série Personnel n° 2 A<sup>2</sup>, les agents qui, étant affiliés à la Caisse de Prévoyance de l'ancien réseau de l'Est, viennent à décéder à la suite d'un accident en service, n'ouvrent pas droit, en faveur de leurs ayants droit, au secours prévu audit Chapitre.

Or il a été décidé récemment de faire bénéficier les intéressés du secours en question, étant entendu que la participation de la S.N.C.F. aux dépenses funéraires s'étendrait à la seule fraction des dites dépenses qui excède le montant de l'allocation déjà accordée par la Caisse de Prévoyance de l'ancien réseau de l'Est au titre des frais d'obsèques : en conséquence, le texte du 2° alinéa susvisé n'a pas été reproduit dans le présent Extrait.

3° — Le texte de l'extrait tient compte de certaines modifications intervenues dans la rémunération du personnel du cadre permanent à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1943 et concernant l'indemnité de fonction et le complément de rémunération susceptible d'être attribué en cas de changement de grade.

4° — L'article 2 et le renvoi (2) dudit article (Pouvoirs, crédits, imputation) ont été rectifiés et mis à jour.

♦ (2) Voir, en ce qui concerne les prêts consentis pour la construction ou l'acquisition d'une maison d'habitation, le Fascicule XIII — Titre III — du Règlement du Personnel (page 2131).



## **article 2 ♦ Pouvoirs, crédits, imputation.**

Les pouvoirs accordés par les articles ci-après au Directeur de l'Exploitation de la Région, le sont :

- pour le groupe I des Services Centraux (1) au Directeur du Service Central du Personnel,
- pour le groupe II des Services Centraux, constitué par les Services Financiers, au Directeur de ces Services,
- pour le groupe III des Services Centraux, constitué par le Service des Approvisionnements, au Directeur de ce Service.

Les dépenses résultant de l'application du présent Extrait sont imputées au Compte d'Exploitation, Chapitre I<sup>er</sup>, article 7. Ces dépenses concernent les secours, les sommes restant dues sur les avances et les prêts et dont le remboursement est abandonné, à titre exceptionnel, dans les cas prévus à l'article 8, § e) ci-après, ainsi que les remises de remboursement consenties, en cas de naissance d'enfants, sur les prêts accordés aux jeunes agents lors de leur mariage.

Les crédits nécessaires sont ouverts annuellement à chacun des groupes I, II et III des Services Centraux et à chacune des Régions.

Les avances et les prêts étant remboursables ne constituent pas à proprement parler une dépense. Par suite, ces avances et prêts ne sont pas imputés au budget d'Exploitation, mais à des comptes de Trésorerie tenus par les Services Financiers.

## **CHAPITRE II**

### **PERSONNEL EN ACTIVITÉ DE SERVICE**

## **article 3 ♦ Montant de l'aide.**

Qu'il s'agisse de secours, d'avance ou de prêt, le montant de l'aide à accorder dépend essentiellement de la situation dans laquelle se trouve l'agent en raison des frais exceptionnels qu'il a eus à supporter du fait des événements survenus : maladie, opérations chirurgicales (2), décès, etc...

Il est tenu également compte, pour la fixation de ce montant, de la conduite, du travail et de l'ancienneté de service de l'intéressé.

## **article 4 ♦ Paiements.**

L'attribution d'un secours, d'une avance sur traitement ou d'un prêt est toujours subordonnée aux résultats d'une enquête effectuée sur place par les Chefs hiérarchiques de l'intéressé, avec la collaboration, le cas échéant, du Service Social.

Les versements sont, en règle générale, effectués entre les mains du bénéficiaire par l'organisme chargé de lui payer sa solde ; ils peuvent l'être toutefois par l'entremise du Service Social, si cette mesure est de nature à constituer une sauvegarde pour la famille de l'agent ou si le secours a été accordé sur la proposition dudit Service.

## **article 5 ♦ Pouvoirs en matières de secours.**

Le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) peut accorder les secours au personnel en activité de service dans la limite d'un maximum de 1 500 f, majorés de 250 f par enfant à charge (3).

Dans les cas exceptionnels où le montant du secours ainsi fixé apparaît insuffisant, il y a lieu de soumettre, avec toutes les justifications utiles, une proposition au Directeur Général (Service Central du Personnel).

♦ (1) Le groupe I comprend : la Présidence du Conseil d'Administration, le Secrétariat Général (groupant le Secrétariat du Conseil d'Administration et la Subdivision des Participations Financières, le Secrétariat de la Direction Générale, le Service du Budget, le Service du Contentieux, la Subdivision du Domaine et des Concessions et la Subdivision des Facilités de circulation, de la Presse et des Subventions), le Service Technique de la Direction Générale, le Service de l'Energie Electrique et le Service du Contrôle des Marchés, le Service Central du Mouvement, le Service Central du Matériel, le Service Central des Installations Fixes, le Service Central du Personnel (y compris le Service des Retraites et la Caisse de Prévoyance) et le Service Commercial.

♦ (2) Dans la prise en considération des frais entraînés par des hospitalisations pour maladies et opérations, c'est le tarif de l'hôpital public qui doit être retenu et non celui d'une clinique privée, sauf dans le cas où l'entrée en clinique a été imposée par les circonstances.

♦ (3) Les enfants à charge sont ceux qui donnent droit à l'attribution d'une allocation pour charge de famille ou qui y donneraient droit s'ils n'étaient pas considérés comme enfants uniques au regard des dispositions légales concernant l'attribution des allocations familiales.



## article 6 ♦ Avances sur traitement.

L'avance sur traitement ne comporte le paiement d'aucun intérêt ; elle est accordée — aux seuls agents du cadre permanent en activité de service — par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou par le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) et limitée, en principe, à la valeur du traitement fixe mensuel brut (1) augmenté de l'indemnité spéciale temporaire (majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail et, le cas échéant, de l'indemnité de fonction).

Si l'agent a un ou plusieurs enfants à charge (2), l'avance peut atteindre deux ou trois fois le total des éléments susvisés, avec maximum de 10 000 f.

Les avances dont la valeur dépasse 10 000 f sont réservées à la décision du Directeur Général.

Le remboursement de l'avance s'opère par retenue du dixième des éléments visés au premier alinéa du présent article, la première retenue étant effectuée sur la solde du mois qui suit celui du paiement de l'avance consentie.

## article 7 ♦ Prêts.

A la différence des avances sur traitement, les prêts portent intérêt. Ils sont accordés aux seuls agents en activité de service du cadre permanent :

- en cas d'adversité (maladie, accident, perte de mobilier ou de linge à la suite de vol, de sinistre, de faits de guerre, etc...) lorsque le montant d'une avance sur traitement (et, s'il y a lieu, d'un secours) est insuffisant ;
- dans le but de venir en aide à un agent qui se trouve dans une situation pécuniaire difficile pour des motifs divers qui ne sont pas de nature à permettre l'attribution d'une avance sans intérêt (liquidation d'une affaire commerciale, règlement de droits de succession, etc...).

Les taux d'intérêt à appliquer à ces prêts sont, en principe, les mêmes que ceux prévus pour les prêts immobiliers (3), à savoir :

	TAUX MINORE	TAUX PLEIN
Si l'agent n'a pas d'enfant à charge (2) .....	4 %	5 %
» a 1 enfant à charge (2) .....	3 %	4 %
» a 2 enfants à charge (2) .....	2,5 %	3 %
» a 3 enfants à charge (2) .....	2 %	2,5 %
» a 4 enfants à charge (2) .....	1,5 %	2 %
» a plus de 4 enfants à charge (2) .....	1 %	1,5 %

Le taux minoré joue dans les cas d'adversité et le taux plein dans les autres cas. L'application de ces taux n'est d'ailleurs pas automatique, ceux-ci pouvant être modifiés lorsque des situations particulières le justifient.

Les prêts sont réservés à la décision du Directeur du Service Central du Personnel. La proposition utile est établie par la Région ou le Service Central intéressé et soumise par cette Région ou ce Service à l'examen du Service du Contentieux. Ce dernier la transmet ensuite, avec son avis, au Directeur du Service Central du Personnel. Sur le vu de ces pièces, le taux d'intérêt des prêts, ainsi que les modalités de leur remboursement, sont arrêtés par le Directeur du Service Central du Personnel dans chaque cas, compte tenu des circonstances de l'espèce, des ressources de l'agent comme de ses charges de famille.

Le dossier est ensuite retourné au Service du Contentieux qui prépare la reconnaissance de dette et notifie la décision prise à la Région (ou au Service Central) d'où émane la proposition. La reconnaissance de dette, sur laquelle sont mentionnés le taux d'intérêt et les modalités de remboursement, doit être signée par l'agent.

♦ (1) Compte tenu, le cas échéant, du supplément de traitement, de la prime compensatrice, de l'indemnité compensatrice et de la retenue compensatrice visés aux articles 17 à 21 du Fascicule II du Règlement du Personnel (pages 55 à 57).

♦ (2) Voir le renvoi (3) page 2.

♦ (3) Voir le Fascicule XIII du Règlement du Personnel, page 2133.



### **article 8 ♦ Dispositions communes aux avances et aux prêts.**

a) Sauf autorisation spéciale du Directeur Général, aucune avance nouvelle ni aucun prêt nouveau ne sont accordés avant que la moitié au moins de la précédente avance ou du précédent prêt ait été remboursée.

b) Il est toujours loisible aux bénéficiaires d'une avance ou d'un prêt de se libérer par anticipation.

c) En cas de cessation des services, quel qu'en soit le motif, le remboursement intégral des sommes restant dues devient, en principe, immédiatement exigible. Il peut, toutefois, être dérogé à cette règle par décision du Directeur Général.

d) Le remboursement d'une avance ou d'un prêt peut être exceptionnellement suspendu par l'autorité qui a accordé cette avance ou ce prêt, lorsque, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté et, notamment, en raison de frais importants et nouveaux dus à la maladie, le bénéficiaire se trouve en difficulté. Une enquête sur la situation de l'intéressé est préalablement effectuée dans chaque cas.

La suspension provisoire du remboursement ne doit pas, en principe, excéder trois mois ; des délais supérieurs peuvent être cependant accordés sur proposition adressée au Directeur Général Service Central du Personnel.

e) Exceptionnellement, des dispenses de remboursement de la ou des dernières mensualités des avances ou des prêts peuvent être consenties, dans des cas particulièrement dignes d'intérêt.

La dispense est accordée par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) si la somme remise n'excède pas la limite définie pour les secours au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5. Dans le cas contraire, la dispense ne peut être accordée que par le Directeur Général.

f) Les agents dont le traitement est frappé d'opposition ou qui ont consenti une cession, ne peuvent — sauf autorisation exceptionnelle du Directeur Général — bénéficier d'une avance ou d'un prêt qu'à la condition d'affecter cette avance ou ce prêt à la liquidation de leur situation. Dans ce cas, le montant de l'avance ou du prêt consenti est mis à la disposition du Service du Contentieux.

### **article 8<sup>1</sup> ♦ Prêts accordés aux jeunes agents lors de leur mariage.**

Il peut être venu en aide, dans les conditions indiquées ci-après, aux jeunes agents du cadre permanent âgés de moins de 30 ans (1), lors de leur mariage, pour leur permettre de créer et meubler leur foyer.

Des dérogations à cette limite d'âge peuvent être admises par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) lorsque des circonstances particulières les justifient.

L'aide apportée à ces agents consiste en un prêt spécial dont le montant peut atteindre 10 000 f.

L'intérêt de ce prêt spécial est fixé à 2,5 %. Il commence à courir dès que le versement est effectué et doit être décompté pour toutes les périodes pendant lesquelles les remboursements prévus sont suspendus, pour quelque motif que ce soit.

Le remboursement est opéré sur les appointements des bénéficiaires au moyen d'une retenue mensuelle égale au 1/10<sup>e</sup> du traitement fixe mensuel brut (2) augmenté de l'indemnité spéciale temporaire (majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail et, le cas échéant, de l'indemnité de fonction).

Ce remboursement ne commence toutefois qu'un an après la date de versement du prêt à l'agent. Il peut, sur la demande de l'intéressé, être suspendu pendant deux ans à chaque nouvelle naissance d'enfant.

Ces prêts spéciaux, ainsi que les suspensions de remboursement prévues ci-dessus en cas de naissance d'enfant, sont accordés par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux).

Le règlement en est assuré par les soins des Services Financiers contre signature, par l'agent, de la reconnaissance de dette, le Service du Contentieux n'ayant à intervenir que dans les cas qui présentent des difficultés particulières.

♦ (1) La limite d'âge de 30 ans est, le cas échéant, prorogée d'une durée égale au temps passé par l'intéressé en captivité.

♦ (2) Compte tenu, le cas échéant, du supplément de traitement, de la prime compensatrice, de l'indemnité compensatrice et de la retenue compensatrice visés aux articles 17 à 21 du Fascicule II du Règlement du Personnel (pages 55 à 57).



Ce règlement peut être effectué avant la célébration du mariage mais, dans ce cas, l'agent doit présenter, à l'appui de sa demande, un certificat attestant que les bans ont été publiés. Il convient de s'assurer, par la suite, que le mariage a effectivement eu lieu. Dans le cas où il n'aurait pas été célébré, l'agent sera tenu de rembourser immédiatement le montant du prêt reçu augmenté des intérêts échus.

Les dispositions des §§ b, c, d et e, de l'article 8 ci-dessus sont applicables à ces prêts spéciaux.

Par ailleurs, en cas de naissance d'enfants, il est accordé d'office, en sus des suspensions de remboursement prévues ci-dessus pendant deux années, les remises suivantes :

- 500 f à la naissance de chacun des premier et deuxième enfants ;
- 2 000 f à la naissance de chacun des troisième et quatrième enfants (ou le solde si celui-ci est inférieur à 2 000 f) ;
- la libération définitive au cinquième enfant.

Le cas échéant, les enfants nés antérieurement à l'attribution du prêt donnent droit aux remises prévues à condition qu'ils soient vivants lors de cette attribution.

Il est précisé, en outre, que le rang des enfants dont la naissance est postérieure au décès de l'un ou de plusieurs aînés est déterminé sans qu'il soit tenu compte de ces derniers et que seuls les enfants propres de l'agent (enfants légitimes et enfants naturels reconnus) doivent intervenir, tant en ce qui concerne l'attribution des remises que pour la détermination du rang.

### CHAPITRE III

#### ANCIENS AGENTS ET LEUR FAMILLE

##### **article 9 ♦ Cas d'attribution de secours.**

Des secours peuvent être accordés aux anciens agents (ou à leurs ayants droit) qui, ne recevant aucune pension ou ne bénéficiant que d'une pension de faible importance, se trouvent dans une situation difficile, par suite, notamment, d'infirmités ou en raison de charges spéciales qu'ils ont à supporter.

##### **article 10 ♦ Pouvoirs.**

Ces secours sont accordés, dans la limite d'un montant de 1 500 f au maximum, par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux). Dans les cas exceptionnels où il apparaît qu'une aide plus importante doit être accordée, le Directeur Général (Service Central du Personnel) doit être saisi d'une proposition spéciale.

### CHAPITRE IV (1)

#### FAMILLES DES AGENTS DÉCÉDÉS EN ACTIVITÉ DE SERVICE (2)

##### **article 11 ♦ Cas où le décès résulte d'un accident en service ou d'une maladie professionnelle.**

a) En sus du remboursement des frais funéraires (3) et sauf en cas exceptionnel d'indignité manifeste, il est accordé d'urgence à la veuve (ou, à défaut de veuve, au tuteur des orphelins) d'un agent tué en service ou décédé des suites de blessures reçues en service ou de maladie professionnelle un secours, une fois payé, égal à la valeur mensuelle du traitement fixe brut (5) de l'agent, de son indemnité spéciale temporaire (majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail et, le cas échéant, de l'indemnité de fonction) et de son indemnité de résidence (majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail) augmentée d'une somme de 400 f par enfant à charge (4).

♦ (1) Les secours visés dans le présent Chapitre sont indépendants des allocations au décès accordées par la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. (voir pour ces dernières le Règlement intérieur de la Caisse de Prévoyance).

♦ (2) Les dispositions du présent Chapitre ne s'appliquent pas aux familles des agents décédés de l'ancien Réseau de l'A.L., susceptibles de bénéficier des dispositions de la loi d'Empire du 31-mars 1873 et des prestations de la Caisse de Maladie de cet ancien Réseau, sauf dans le cas où les dispositions du présent Chapitre seraient plus favorables.

Dans ce dernier cas, les agents en cause ne reçoivent toutefois, au titre du présent Extrait, que le supplément d'avantages qu'il confère par rapport au régime particulier des bénéficiaires, lequel demeure appliqué.

♦ (3) Frais funéraires proprement dits (cercueil, service religieux, pompes funèbres, concession de 5 ans), à l'exclusion des dépenses non indispensables, telles que celles afférentes à l'érection d'un monument funéraire, etc. (Dans certaines localités où il n'est accordé que des concessions d'une durée supérieure à 5 ans, les frais funéraires à rembourser peuvent comprendre le montant d'une concession de la durée minimum fixée par la Commune).

♦ (4) Voir le renvoi (3) page 2.

♦ (5) Compte tenu, le cas échéant, du supplément de traitement, de la prime compensatrice, de l'indemnité compensatrice et de la retenue compensatrice visés aux articles 17 à 21 du Fascicule II du Règlement du Personnel (pages 55 à 57).



Le montant de ce secours doit être considéré comme comprenant la participation légale de l'employeur aux frais d'obsèques.

b) Le secours ainsi déterminé est accordé d'office par le Chef d'Arrondissement dont dépendait l'agent décédé.

S'il y a doute sur l'opportunité d'accorder le secours, le Chef d'Arrondissement (ou Fonctionnaire assimilé des Services Centraux) soumet la question par la voie hiérarchique au Directeur de l'Exploitation (ou au Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux), qui décide.

Dans le cas où des situations tout à fait exceptionnelles paraissent justifier une aide plus importante, le secours ci-dessus défini est néanmoins le seul qui soit versé d'office et une proposition de secours supplémentaire est adressée par la voie hiérarchique au Directeur Général (Service Central du Personnel).

#### **article 12 — Cas où le décès ne résulte pas d'un accident en service ou d'une maladie professionnelle.**

Lorsque le décès de l'agent ne provient pas d'une blessure reçue en service ou d'une maladie professionnelle, aucun secours n'est accordé d'office. Mais s'il est reconnu utile de venir en aide à la veuve ou aux enfants mineurs, le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) peut accorder un secours, dont le montant maximum est fixé à 1 500 f avec majoration de 250 f par enfant à charge (1). Si la situation paraît exceptionnellement justifier une aide plus importante, une proposition spéciale est adressée au Directeur Général (Service Central du Personnel).

Paris, le 20 mars 1944,

Le Directeur Général,

**R. LE BESNERAIS.**

◆ (1) Voir le renvoi (3) page 2.



## **DISPOSITIONS PROVISOIRES APPLICABLES**

### **PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

---

#### **article 101 ♦ Montant maximum des secours susceptibles d'être attribués par le Directeur de l'Exploitation.**

Pendant la durée des hostilités, le montant du secours susceptible d'être accordé par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) :

- aux agents en activité de service (article 5 de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18, page 2),
- aux anciens agents (ou à leurs ayants droit) (article 10 de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18, page 5),
- aux veuves d'agents du cadre permanent décédés en activité de service, mais non par suite de blessures reçues en service (article 12 de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18, page 6).

est porté au maximum absolu de 3 000 f (au lieu de 1 500 f majorés de 250 f par enfant à charge).

#### **article 102 ♦ Avances sur traitement.**

Aux termes du § a) de l'article 8 de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18 (page 4), aucune avance nouvelle ne peut être accordée — sauf autorisation spéciale du Directeur Général — avant que la moitié au moins de la précédente avance ait été remboursée.

De même, sauf autorisation spéciale du Directeur Général, les agents dont le traitement est frappé d'opposition ou qui ont consenti une cession, ne peuvent bénéficier d'une avance qu'à la condition d'affecter cette avance à la liquidation de leur situation (§ f de l'article 8 de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18, page 4).

Pendant la durée des hostilités, il peut être donné suite aux demandes de l'espèce par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou par le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) sans en référer au Directeur Général, dans les limites fixées par l'article 11 a) de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18 (page 3).

---



## **SECOURS EXTRAORDINAIRES ACCORDÉS AUX AGENTS VICTIMES DE LA GUERRE OU A LEURS AYANTS DROIT**

### **article 151 ♦ Agents tués en service par faits de guerre.**

Les ayants droit des agents qui viennent à être tués en service par faits de guerre reçoivent :

- a) **de la S.N.C.F.** : le secours réglementaire prévu à l'article 11 a) de l'Extrait n° 2 du Règlement P 18 (page 5) pour les agents tués en service. Ce secours, égal à la valeur mensuelle des principaux éléments de rémunération, est payé sans délai par le Chef d'Arrondissement.
- b) **de la Caisse de Prévoyance** : une allocation dont le montant (1 000 f plus 5 % de la rémunération annuelle) et les conditions d'attribution sont fixées à l'article 218) du Règlement de la Caisse de Prévoyance (Fascicule X du Règlement du Personnel, page 1680).
- c) **du Comité de Solidarité des Cheminots** : un secours de 4 000 f augmenté de 2 000 f par enfant à charge, ces chiffres comprenant une participation de la S.N.C.F. (1 500 f pour la veuve et 750 f par enfant à charge) qui est remboursée par celle-ci au Comité de Solidarité.

Le secours accordé par le Comité de Solidarité est remis par un représentant de ce Comité ; mais, en vue de hâter dans toute la mesure du possible sa mise à la disposition des ayants droit, le Chef de gare doit se mettre en rapport avec ce représentant en vue de lui faire, si besoin est, l'avance des fonds nécessaires. Le remboursement de cette avance est assuré par les soins du Comité Central de Solidarité.

### **article 152 ♦ Agents tués hors service par faits de guerre.**

Les ayants droit des agents qui viennent à être tués hors service par faits de guerre reçoivent les secours prévus aux §§ b) et c) ci-dessus.

### **article 153 ♦ Agents prisonniers de guerre sans solde.**

La famille des agents prisonniers sans solde reçoit du Comité de Solidarité une allocation mensuelle de 150 f.

### **article 154 ♦ Mutilés graves.**

Les agents qui, blessés par faits de guerre, se trouvent gravement mutilés, reçoivent du Comité de Solidarité un secours de 400 f ou plus suivant le cas.

### **article 155 ♦ Prisonniers civils sans solde.**

La famille des agents prisonniers civils sans solde reçoit du Comité de Solidarité un secours de 150 f par mois, augmenté de 50 f par enfant à charge (1).

### **article 156 ♦ Sinistrés.**

Les agents sinistrés totaux reçoivent du Comité de Solidarité un secours de 4 000 f augmenté de 2 000 f par enfant (1) ou personne à charge (2), ces sommes comprenant une participation de la S.N.C.F. de 1 500 f pour le secours principal et de 750 f pour chaque majoration pour enfant.

Les agents partiellement sinistrés reçoivent dudit Comité, dans les cas graves, un secours dont le montant, variable suivant l'importance du sinistre et la situation de famille des intéressés, est fixé par le Comité Central, sur les indications du Comité d'arrondissement.

♦ (1) Pour l'application de ces dispositions, on considère comme enfant à charge tout enfant qui ouvre droit à l'allocation familiale ou qui y ouvrirait droit s'il n'était pas considéré comme enfant unique au regard des dispositions légales concernant l'attribution des allocations familiales.

♦ (2) Ne peuvent être considérées comme étant à la charge de l'agent ou de la femme-agent les personnes qui disposent de ressources dépassant (par personne) la plus élevée des deux limites suivantes : soit la moitié du salaire moyen départemental afférent à la résidence d'emploi de l'agent, soit 650 f par mois (les taux du salaire moyen départemental figurent à l'Annexe IV du Fascicule II du Règlement du Personnel, page 279).



5084 16512